

l'Afrique, y compris à chacun des pays, des communautés et des peuples qui la composent, d'assurer leur développement. Des chances de triomphe de l'esprit humain existent au milieu des ruines du vécu de l'homme.

Il paraîtrait étrange que je ne fasse pas mention, dans cette intervention, de la proposition d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la situation d'urgence en Afrique.

Le Canada salue et appuie cette proposition. Nous espérons que le débat, quel qu'en soit la date, portera sur deux questions centrales qui dominent toutes les autres : amoindrir les répercussions de toute situation d'urgence actuelle ou future, et consolider la stratégie à long terme pour le continent.

La session extraordinaire viendra alors, à son heure et à sa façon, renforcer et englober les nombreuses initiatives et politiques déjà entreprises ou en cours d'examen à travers l'ensemble du système des Nations Unies. Somme toute, nous disposons déjà d'un excellent devis provisoire : la Déclaration sur la situation économique critique en Afrique.

Nous attendons de cette session des résultats concrets, pratiques, que tous puissent soutenir et qui auront des retombées permanentes et incontestables au bénéfice de l'Afrique.

J'éprouve un besoin irrésistible de faire une dernière observation.

Je garde, comme nombre de mes collègues, un vif souvenir de cette réunion historique tenue dans une salle au sous-sol, le 17 décembre 1984, date de la création du Bureau des opérations d'urgence en Afrique. Je garde un vif souvenir de l'ambiance de tristesse tempérée par la détermination stoïque de ceux qui ont rehaussé les débats par leur présence — le Secrétaire général, M. Stern, de la Banque mondiale, M. Saouma, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, et, bien évidemment, Bradford Morse, à qui on a confié la responsabilité de l'opération massive qui s'annonçait. Je garde un vif souvenir des observations faites par mes collègues, qui se sont montrés tour à tour inquiets, pessimistes, abasourdis, frénétiques. Je garde un vif souvenir de toute une série de rencontres tenues par la suite en 1985 sous la présidence Bradford Morse, avec M. Strong à sa droite, au cours desquelles des États membres, particulièrement des pays donateurs, dont le Canada, ont rongé leur frein, se sont querellés et sont agités à propos de question d'argent, d'effectifs, de double emploi, de coordination, de livraisons, et d'un millier d'autres questions lancinantes de détail qui sapaient la confiance et provoquaient des inquiétudes légitimes.

Mais avant tout, je garde un vif souvenir — et c'est animé d'une grande joie que je vous le livre — du refus du Bureau des opérations d'urgence de se laisser traumatiser. Le Bureau s'est attelé à sa tâche et il a accompli une œuvre remarquable.

Cette année qui vient de s'écouler compte certainement parmi les temps forts des Nations Unies. Le Secrétaire général s'est acquitté de ses fonctions avec inspiration, sens des priorités et clarté. La communauté internationale a été galvanisée. Et cette petite opération exécutée par Brad Morse, agissant en notre nom à tous, collaborant avec les pays donateurs, les pays bénéficiaires, les ONG, et toutes